



We Will MOC You !

L'intégralité de l'interview de notre expert du jour, Benoit Brabant, Président du MOC Wallonie picarde, interviewé par Jacky Quintart, Secrétaire fédéral.

Jacky : *Encore merci Monsieur Brabant d'être notre expert du jour pour commenter la crise sanitaire actuelle.*

Benoît : *Expert, expert... C'est beaucoup d'égard que vous me faites là, Monsieur Quintart ! Je ne suis en effet ni infectiologue, ni virologue, ni épidémiologiste, ni microbiologiste, et encore moins géographe de la santé. Ma modeste expertise est en fait celle du MOC et de ses organisations – CSC, Equipes populaires, JOC, Mutualité chrétienne, Vie féminine –, porte sur les aspects sociaux de la crise sanitaire, et est basée sur notre expérience de terrain, sur ce que nous avons pu observer sur le terrain.*

Jacky : *Au fait, je voulais vous demander, votre coupe de cheveux particulière, que nous pourrions qualifier de, comment dire, « eighties », c'est spécialement pour le passage en plateau ?*

Benoît : *Non, non, pas du tout ! C'est totalement involontaire, c'est à cause de la fermeture des salons de coiffure.*

Jacky :

Bien, rentrons dans le vif du sujet alors. Selon vous, Monsieur Brabant, les jeunes sont-ils, sont-elles les premières victimes de la crise sanitaire ? Certains parlent déjà de « génération sacrifiée ».

Benoît :

Il est toujours délicat de vouloir désigner tel ou tel groupe comme « première victime » de la crise. Ce serait risquer d'occulter le fait qu'une part importante de la population souffre aujourd'hui énormément de cette crise sanitaire. Mais il est indéniable que les jeunes paient un tribut particulièrement lourd à cette crise. Je pense à trois éléments. D'abord, avec la disparition d'un job étudiant sur trois, les étudiants qui doivent travailler à côté de leurs études pour se payer leur kot, leurs études, leurs vêtements, leur nourriture, ont été plongés dans une grande détresse. Ensuite, pour les jeunes demandeurs d'emploi qui rentrent dans la vie active, les perspectives d'emploi sont particulièrement bouchées avec la crise. Enfin, avec le passage à l'enseignement à distance dans le secondaire et le supérieur, de nombreux jeunes sont en décrochage. Donc, clairement, la situation des jeunes s'est particulièrement détériorée avec cette crise sanitaire.

Jacky :

Les inégalités existaient déjà avant la Covid. Vous avez le sentiment que la crise sanitaire a encore accentué certaines inégalités ?

Benoît :

Oui, clairement, et en particulier en ce qui concerne les inégalités entre les femmes et les hommes. D'abord les inégalités de revenus. Le congé parental « corona », qui était nécessaire, mais qui implique une perte de revenus, a été pris à 75% par des femmes. Cela a donc creusé les inégalités de revenus entre les femmes et les hommes, au détriment des femmes. Les inégalités entre femmes et hommes au niveau de l'intégrité physique se sont également creusées avec la crise sanitaire : avec le confinement, nous avons en effet

observé une importante augmentation des violences conjugales envers les femmes.

Jacky :

En matière d'inégalités, la crise sanitaire a aussi créé une fracture numérique, non ? Il y a eu, il y a de nombreux malades du Covid mais avec cette crise il y a aussi de nombreux blessés du numérique ?

Benoît :

La fracture numérique existait déjà avant la crise sanitaire. Par contre, ce qui est nouveau, c'est qu'avec le fait qu'une série de choses se sont organisées à distance de manière numérique – certains services publics, l'enseignement, les services bancaires... –, cette fracture numérique a davantage été mise en lumière par la crise sanitaire. La crise sanitaire a davantage accentué les effets négatifs de la fracture numérique sur les inégalités. On peut dire qu'avec la crise sanitaire, la fracture numérique a encore plus que d'habitude creusé les inégalités.

Jacky :

Peut-on dire qu'au moins, notre santé aura été privilégiée dans la gestion de cette crise ?

Benoît :

Oui et non. Il est évident que sans aucunes mesures publiques de gestion de cette crise sanitaire, le nombre de morts et de malades du coronavirus aurait été beaucoup plus important. Mais à côté de cela, on a quand même l'impression que des pans entiers de la santé ont été négligés.

En premier lieu la santé mentale. On a beaucoup parlé dans les médias des conséquences psychologiques de cette crise sanitaire, à juste titre d'ailleurs. Mais ça s'est arrêté là. On doit bien constater que les aspects psychologiques, que les aspects de santé mentale, ont été très peu pris en compte dans les mesures publiques de lutte contre le coronavirus. On espère au moins qu'à plus

long terme, cette crise sanitaire aura permis de mettre davantage en lumière la question de la santé mentale, qui est depuis toujours le parent pauvre des politiques de santé en Belgique.

Un autre pan de la santé qui est clairement négligé dans cette crise sanitaire, c'est la santé au travail. Il est indéniable que durant cette crise, la santé au travail, qu'elle soit physique ou mentale, s'est fortement détériorée : qu'il s'agisse des travailleurs qui ont dû continuer à travailler sur leur lieu de travail habituel en étant exposés au virus sans nécessairement avoir les protections suffisantes, qu'il s'agisse du personnel soignant soumis à une pression infernale, ou qu'il s'agisse encore des télétravailleurs obligatoires parfois en proie au sentiment d'isolement et d'enfermement. La santé au travail a été clairement négligée. Si on compare avec les mesures sanitaires très strictes auxquelles ont été soumis les citoyens, les particuliers, on a l'impression qu'au contraire on n'a pas trop voulu embêter les employeurs au niveau de la protection des travailleurs.

Jacky :

Globalement, peut-on dire que la crise sanitaire a rendu les pauvres plus pauvres ?

Benoît :

Ça n'est pas faux. C'est même plutôt vrai. Les personnes qui étaient déjà dans une situation de grande précarité – on peut songer aux sans domicile fixe, aux sans emploi, aux mendiants, aux sans papier, aux migrants en transit – ont vu leur situation se compliquer encore davantage avec les restrictions liées à la crise sanitaire. A côté de cela, on a également vu apparaître de nouveaux pauvres avec les personnes qui ont connu d'importantes pertes de revenus du fait de la crise sanitaire : les salariés mis en chômage temporaire ou ayant perdu leur emploi, les indépendants privés d'activité ou en diminution d'activité. Les personnes qui étaient déjà en situation de précarité avant la crise ont donc vu leur situation devenir encore plus précaire, et des personnes qui n'étaient pas pauvres avant la crise sont devenues pauvres avec cette crise. En atteste notamment le fait que les banques alimentaires sont davantage sollicitées, y compris par un « nouveau public ».

Jacky :

Et les riches alors, sont-ils devenus plus riches ?

Benoît :

A côté de cela, les riches, eux, ne se portent effectivement pas mal du tout. Dans certains secteurs comme le commerce en ligne ou l'industrie pharmaceutique, les actionnaires se sont même enrichis.

Cela nous amène à la question : qui va payer cette crise ?

Car cette crise sanitaire coûte cher aux finances publiques, elle coûte cher à l'Etat et à la sécurité sociale. A un moment donné se posera la question de qui va payer ? Qui va passer à la caisse ? Les citoyens ordinaires, via des coupes sombres dans les services publics et la sécurité sociale. Ou les plus riches, via l'instauration entre autres et – on l'espère – enfin, d'un véritable impôt sur le fortune ? Au niveau du MOC, nous préférons clairement la seconde option : faire payer les riches.

Jacky :

Vous venez d'évoquer la sécurité sociale. Celle-ci sort-t-elle renforcée ou déforcée de la crise sanitaire ?

Benoît :

Les deux à la fois en fait.

D'un côté, pour celles et ceux qui en doutaient, la crise sanitaire aura rappelé le caractère essentiel de la sécurité sociale pour la population. Sans le remboursement des soins de santé, sans les indemnités de maladie, sans les allocations de chômage temporaire ou complet, sans l'indemnisation des maladies professionnelles, la crise sanitaire aurait plongé une partie de la population dans une détresse inextricable au niveau de ses revenus. Avec la crise sanitaire, la sécurité sociale sort donc quelque part renforcée aux yeux de la population, au niveau de sa légitimité et de son image.

Mais d'un autre côté, la crise sanitaire coûte très cher à la sécurité sociale, avec toutes les dépenses que nous venons d'évoquer. Qui va payer ? Cela nous ramène à la question de tout à l'heure. Dans mon jeunes temps, lors de mes premières manifs, je voyais fleurir des slogans tels que « Faisons payer les crise aux riches ! » ou encore « Faites payer les grosses fortunes ! ». Gardons nôtres ces slogans, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

Jacky :

Pour la route, une dernière observation sur la crise sanitaire ? Votre dernier mot ?

Benoît :

Oui. En particulier lors du premier confinement, on a pu observer qu'une partie de la population cherchait à consommer plus local, à la fois pour des raisons écologiques – limiter le transport international. Mais aussi pour promouvoir l'emploi local. Est-ce qu'il en restera quelque chose après la crise ? Ou est-ce que courir les producteurs locaux était une manière de s'occuper, d'occuper son temps, alors que presque tout était fermé ou interdit ? L'avenir nous le dira.

Quoi qu'il en soit, pour ma part, je n'ai pas attendu la crise sanitaire pour avoir goût aux bières de notre Wallonie picarde, qui, on le sait, sont les meilleures. Par exemple, la Tournay noire, probablement une des meilleures stouts au monde, avec la Noir de Dottignies et la Hercule Stout d'Irchonwelz. Et cela, dit bien entendu en toute objectivité et sans aucun chauvinisme sous-régional ! Sur ce, santé ! Je vous souhaite à toutes et à tous une heureuse année 2021, marquée par le progrès social et environnemental.

